COMBAT OUVRIER

Mensuel communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire en Martinique et en Guadeloupe
Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe
Pour la reconstruction de la IV^e^ Internationale

Numéro 64 — Mercredi 28 juillet 1976 — Prix : 1 F

ÉDITORIAL

Le colonialisme et l'affaire de la Soufrière : incurie, irresponsabilité et mépris de la population

IL existe enfin du matériel adéquat pour la surveillance du volcan la Soufrière en Guadeloupe. Plusieurs spécialistes ont été envoyés de France pour s'adjoindre au géologue local, faire les observations et donner les réponses attendues par la population sur les dangers qu'elle encourt.

En quelques heures avec l'aide de ces appareils, on a pu dire avec une quasi-certitude à la population de la région concernée que les risques n'étaient pas graves et que le danger d'une éruption semblable à celle de la montagne Pelée était fort peu probable.

Aujourd'hui, après ces explications, l'inquiétude disparait peu à peu.

Mais avant d'en arriver là, il a fallu une éruption de cendres et de gaz semant la peur dans la population qui ignorait la portée réelle du phénomène. Il a fallu que l'administration se trouve face à l'exode massif de plusieurs dizaines de milliers de personnes. Il a fallu que cette administration se rende compte que rien, ni personne ne pourraient convaincre la population de la région menacée d'y retourner hormis des spécialistes de volcanologie dûment équipés. Ce n'est qu'alors que la décision de faire venir ces hommes et ce matériel fut prise.

Pourtant pendant des mois on ne cessa de répéter — et le préfet et Giscard lui-même et Stirn, expert en belles paroles — que tout était prévu pour assurer la surveillance du volcan.

En quelques heures tout cela se révéla n'être que mensonges. Rien n'avait été mis en place. Le fameux plan Orsec ne résista pas devant la peur qui s'empara de la population de la région de Basse-Terre. Le préfet trop conscient de ne pouvoir juger la situation en l'absence de donnée précise du fait du manque de matériel, ne fit que se laisser porter par les événements, donnant quitus après coup aux initiatives prises par les gens sans le secours de l'administration. Le seul mérite de celle-ci, et c'est bien le moins qu'elle pouvait faire, a été d'avoir évacué les malades. Mais dans tous les autres domaines, déplacement de la population, accueil des réfugiés, elle n'a absolument pas à se vanter de quoi que ce soit après coup. Tout ce qui fût fait est dû à la solidarité naturelle qui a joué au sein de la population.

Cela la population le sait aujourd'hui car elle l'a vécu. Elle sait qu'il ne faut pas accorder de crédit aux déclarations officielles sur l'organisation de sa sécurité.

S'il était possible aussi rapidement que cela fût fait par la suite de donner des réponses et explications sur les phénomènes volcaniques se déroulant à la Soufrière, pourquoi avoir attendu des mois et des mois pour faire venir des spécialistes et du matériel ?

Pourquoi n'avoir pas informé la population en temps utile de tous les aspects de la question tel que cela fut fait par la suite avec Tazief et Feuillard, sous la contrainte des événements ?

Tout simplement le mépris de l'administration pour un peuple qu'elle colonise est tel qu'elle n'a pas jugé utile de se décarcasser pour ces colonisés qui à ses yeux n'en valent pas la peine. Les réflexes colonialistes de cette administration dominatrice sont tels qu'elle n'a pas jugé bon de rendre des comptes et même d'informer la population.

Ajoutons encore que l'Etat des capitalistes se résoud plus difficilement à effectuer des dépenses destinées à protéger la vie des gens même lorsque ces dépenses sont faibles qu'à subventionner un Dassault ou à fabriquer un avion comme Concorde qui ne sert qu'à quelqes richards.

L'irresponsabilité du gouvernement, son mépris tout colonialiste de la vie des Guadeloupéens, n'ont pas conduit à une catastrophe comme ils l'avaient déjà fait dans le passé en 1902, en Martinique. Le colonialisme français n'aura pas une deuxième hécatombe sur la conscience. Et tant mieux pour nous. Mais ce n'est vraiment pas grâce à lui mais bien à cause d'un hasard de la nature qui a fait de la Soufrière un volcan moins agressif que la Pelée.

Ceux qui nous gouvernent ont souvent le mépris et l'incurie criminels. Leur souci majeur se limite naturellement à la protection des intérêts des gros capitalistes.

Contre ces gens-là il ne suffit pas d'être méfiant, il faut se battre pour que notre sort soit confié à d'autres mains. Qu'il dépende de nous-mêmes, et non pas de quelques hôtes de passage que sont les préfets, ministre des DOM et autres.

Guadeloupe

SOFROI, après douze jours de grève la direction recule

APRES plus de 10 jours de grève, à l'heure où nous écrivons, les employés de la SOFROI ont repris le travail et sont en négociation avec la direction.

Ce sont les manutentionnaires du Frigo qui avaient démarré le mouvement le 8 juillet, et dès le lendemain, ceux du Cash et les employés entraient en lutte aussi.

Devant le refus de la direction de satisfaire leurs revendications, les employés ne tardèrent pas à durcir le mouvement. Ils réclamaient 1650 F de salaire minimum, soit environ 400 F pour tous, le treizième mois, une prime de panier de 30 F et une prime d'ancienneté.

Au début, ils avaient décidé le principe d'une grève de 24 H reconductible. Puis, sous la pression des événements de la Soufrière, sur proposition des dirigeants de la CGTG... ils optèrent pour les grèves-surprises, déclenchées tous les deux ou trois jours.

L'ambiance était néanmoins à la lute, et les travailleurs n'hésitèrent pas à rester en grève totale durant sept jours d'affilée, pour déjouer les tentatives de Rimbaud, le directeur, pour briser le mouvement.

En effet, celui-ci essaya à plusieurs reprises de charger des camions de marchandises, la nuit ou durant les jours fériés : des CRS, en civil, faisaient des rondes autour des grévistes. Mais ceux-ci se montrèrent vigilants, et organisèrent des piquets de grève de jour comme de nuit. Plus d'une fois, l'incident manqua de se produire lorsque des voitures tentaient de forcer le

piquet. Les travailleurs tenaient une assemblée générale chaque soir et posaient les problèmes de leur grève.

Le travail a néanmoins repris le jeudi 22 sans que le mouvement soit arrêté, et la direction a repris les négociations alors qu'elle avait déclaré auparavant qu'elle refusait de discuter avec les grévistes. Les négociations sont laborieuses car les employés, forts de la lutte qu'ils viennent de mener, n'entendent pas céder.

Quoi qu'il en soit, par leur grève, les employés de la SOFROI ont d'ores et déjà montré au patron qu'ils ne sont plus décidés à accepter ces conditions de misère, et qu'ils tiennent à leur dignité.

Enseignement : Une rentrée qui s'annonce difficile

Chaque élève, chaque enseignant, chaque parent se rappelle à quel point l'année scolaire écoulée a été catastrophique : échec, réorientation et exclusion sont les principales caractéristiques de cette année 75-76.

A deux mois de la rentrée prochaine on peut déjà se poser la question de savoir si les choses vont changer.

(Suite page 2)

Martinique

La fermeture de l'aéroport pendant la nuit : économie mesquine

AU début du mois de juillet, a été annoncée au public la fermeture de nuit de l'aéroport de Fort-de-France. La raison invoquée pour cela a été la nécessité de faire des économies, économies rendues possibles selon l'administration par le fait qu'il n'y a pas de vols réguliers assurés entre 23 heures 30 et 5 heures 30.

Mais il y a un sujet sur lequel la préfecture est peu loquace, c'est celui d'une partie du personnel qui verra ses heures de travail diminuer. L'administration a-t-elle l'intention de licencier ou de diminuer les salaires de ce personnel ?

De plus, la fermeture de l'aéroport n'est ni plus ni moins qu'une régression. Car aucune mesure sérieuse n'est prévue pour la réception des avions qui seraient contraints d'atterrir pendant la période de fermeture.

Ainsi, pour économiser quelques sous, on n'hésite pas à amputer le service public que constitue l'aéroport de Fort-de-France.

Cela montre le peu de cas que font ceux qui nous gouvernent de tout ce qui ne rapporte pas le profit escompté au moment voulu.

ENSEIGNEMENT (Guadeloupe) :

Une rentrée qui s'annonce difficile

On peut d'ores et déjà dire, les conditions matérielles restant les mêmes, la politique gouvernementale en matière de crédit n'ayant pas changé, que c'est une rentrée difficile que connaîtront les enseignants et les élèves.

Au nombre insuffisant de postes tant dans le primaire que dans le secondaire, aux effectifs pléthoriques des classes, à l'abandon systématique de certains enseignements (Education physique, musique, dessin, travaux manuels), au scandale du paiement irrégulier des bourses trimestrielles viendra s'ajouter l'impossibilité de scolariser certains élèves faute de places dans les CES et les CET en particulier. De nombreux maîtres-auxiliaires et de nombreux diplômés arrivent cette année sur le marché du travail (titulaires de licence ou de maîtrise, jeunes bacheliers) se retrouveront au chômage. Les premiers effets de la réforme Haby néfaste aux élèves et aux enseignants vont se faire sentir.

Face à cette situation voulue par le colonialisme français, les enseignants, les élèves et leurs parents devront réagir. En particulier il leur appartiendra, au travers de leurs organisations respectives de faire campagne auprès du public sur ces différents problèmes. En effet, il est inadmissible qu'au moment même où le gouvernement parle de développement économique, l'un des facteurs primordiaux de ce développement, à savoir la formation des hommes, soit systématiquement bafoué. Cela met à nu, s'il en est encore besoin tout le bluff contenu dans la politique du gouvernement actuel. Il est tout aussi inadmissible que dans un pays où règne déjà un chômage aussi important que des diplômés soient privés d'emploi, cependant que des centaines d'élèves sont jetés à la rue faute d'enseignants. Enfin il est inadmissible que les travailleurs du bâtiment soient licenciés par manque de travaux quand des dizaines d'établissements scolaires pourraient être construits pour accueillir tous les élèves sans exception.

Pour assurer un enseignement à tous, pour embaucher tous les diplômés qui désirent enseigner il suffirait de débloquer les crédits nécessaires. Mais ce n'est pas sur un gouvernement plus soucieux de venir en aide aux riches et aux grosses firmes capitalistes, plus préoccupé de gaspiller les deniers publics dans des réalisations de prestige et dans l'entretien de forces armées (CRS, Képis rouges) qu'il faudra compter pour le faire. Ces crédits nécessaires à la formation des jeunes il va falloir les arracher par la lutte.

Quand les "démissionnaires" du GONG veulent mettre au pas les enseignants

Il y a un an, un groupe d'enseignants décidait de créer un nouveau syndicat appelé à rassembler tous les enseignants, de la maternelle à l'université. Cette décision était l'aboutissement d'une lutte menée par ces enseignants contre la direction bureaucratique du SNI depuis quelques années, lutte qui avait regroupé une forte fraction au sein de ce syndicat. L'exclusion d'un groupe de militants du SNI avait démontré à beaucoup le manque de démocratie qui régnait au sein de ce syndicat. C'est là le principal reproche en même temps que le manque de dynamisme que la plupart des partisans de cette tendance faisait à la direction du SNI.

Une telle initiative visant à rassembler le maximum d'enseignants autour de l'idée de création d'un nouveau syndicat, dynamique et démocratique ne pouvait être dénuée d'intérêt.

Mais, très tôt, une tendance principalement animée par des enseignants ex-membres du GONG et animateurs de l'UTA exprima une conception syndicale particulière, se posant en farouche adversaire du droit de tendance. Cette position aboutissait à interdire purement et simplement l'expression aux différentes tendances politiques dont se réclament un certain nombre d'enseignants, c'est-à-dire à la création d'un syndicat monolithique qui n'aurait en rien tranché sur les syndicats traditionnels si ce n'est en pire. Or, si un nouveau syndicat était créé, il serait nécessaire que règne en son sein la démocratie la plus large, la liberté d'expression pour différents groupes politiques et aussi un véritable climat démocratique. Au lieu de cela c'est à la suspicion, à la mise à l'index et aux attaques personnelles que nous mène tout droit la façon d'agir des démissionnaires du GONG.

Mais il n'est pas étonnant que ces derniers expriment une telle position. En fait, en s'opposant aux tendances, c'est leur seule tendance qu'ils veulent imposer au sein du syndicat. Leur but est d'interdire à tout autre groupe le droit de s'exprimer et surtout de contester leur point de vue devant l'ensemble des enseignants. La présence de militants exprimant des idées socialistes révolutionnaires au sein du syndicat leur serait intolérable. Que la hargne des dirigeants de l'UTA contre le droit de tendance vise concrètement à tenter d'empêcher principalement les militants de Combat Ouvrier de s'exprimer — comme le proclament ouvertement les démissionnaires du GONG — il n'y a rien d'étonnant à cela. C'est la politique qu'ont toujours menée les petits-bourgeois nationalistes de la Guadeloupe.

Au-delà, leur but est d'imposer à l'ensemble des enseignants leur point de vue sans leur laisser la possibilité de choisir eux-même ce qui est bon ou mauvais pour le développement du mouvement syndical enseignant.

Commerce :

Les employés relèvent la tête !

LE vendredi 9 juillet, les travailleurs de la Sofroi Central Cash, à l'initiative des manutentionnaires du frigo entamaient une grève pour la revalorisation de leurs salaires. Le mardi 13, ce sont ceux de la Sofrig qui entraient en lutte pour les mêmes raisons.

Ainsi donc le mécontentement des employés de commerce, qui avait éclaté voilà deux mois dans deux magasins de la chaîne des Prisunic, est loin de s'éteindre.

Après la victoire des employés de Prisunic-Desmarais et Prisunic-Raizet qui obligèrent les patrons à reprendre à leur ancien poste les travailleurs qu'ils voulaient licencier ou déclasser, les employés ont relevé la tête. Dans plusieurs entreprises, ils se sont réunis, ont dressé des cahiers de revendications. Des réunions ont eu lieu entre les syndicats SPE COG et CGTG pour mettre sur pied ces revendications communes. Désormais les employés qui ont commencé à mesurer leur force tiennent tête aux patrons, ils cherchent à mieux s'organiser et sont décidés à lutter pour arracher leurs revendications.

Une telle situation est nouvelle dans ce secteur car depuis de nombreuses années, les capitalistes de l'import-export régnaient en maîtres absolus dans leurs entreprises, faisant planer la crainte

des mises à pied ou des licenciements sous n'importe quel prétexte. Les employés sont particulièrement sous-payés : c'est ainsi qu'une employée qui travaille dans ce magasin depuis 12 ans, touche le SMIC-DOM.

Les employés de commerce ont pu arracher certaines victoires. Ils ont fait reculer les patrons à Prisunic-Desmarais et à Prisunic-Raizet pour la réintégration de leurs camarades, à la Sofrig ils ont pu obtenir des augmentations de salaire. Et c'est déjà important. Mais jusqu'à présent, ils n'ont pas encore exploité toutes les possibilités que cette situation leur offre.

En effet, ils s'affrontent à leurs patrons entreprise par entreprise. Or le mécontentement exprimé par les employés depuis deux mois montre qu'il serait possible d'engager des luttes de plus grande envergure qui, seules, modifieraient d'une façon importante les conditions de tous les employés. Pour cela, il faut donner au mouvement des perspectives claires. Les patrons de l'import-export sont liés entre eux, et c'est ensemble qu'ils défendent leurs intérêts (hausse des prix, bas salaires, etc). Les employés, eux aussi, doivent lier leurs luttes et décider un mouvement général et dur, pour obliger tous les patrons du commerce à leur donner satisfaction.

AUGMENTATION PROCHAINE DU PRIX DU PAIN

LE prix du pain menace d'augmenter prochainement en Martinique. Le syndicat des patrons boulangers, dont le président est Galap, a demandé que le pain passe de 1,90 F à 2,75 F, ce qui ferait 44,7 % d'augmentation !

Pour justifier cette hausse scandaleuse les patrons boulangers invoquent notamment les salaires des ouvriers boulangers qui ne pourraient augmenter qu'à condition que le prix du pain augmente. Voilà des patrons qui se soucient beaucoup de leurs ouvriers ! En réalité il ne s'agit ni plus ni moins que de l'argument habituel des patrons lorsqu'ils veulent augmenter leur marge bénéficiaire et en faire porter la responsabilité sur les ouvriers.

Quoi qu'il en soit, malgré l'opposition d'une partie des boulangers qui estiment cette demande de hausse « irréaliste », car trop importante d'un seul coup, et malgré l'actuel refus du Service de la Concurrence et des Prix de dépasser le prix de 2,15 F, ce qui ferait quand même une augmentation de 13 %, la menace d'une majoration imminente du prix du pain se précise. Car même si le gouvernement évite, par démagogie, de donner le feu vert à l'augmentation immédiate et en flèche d'un produit de base de l'alimentation, il n'en est pas moins complice des gros patrons de la boulangerie et des capitalistes des Grands Moulins Antillais et des Grands Moulins de Paris qui sont responsables de ces hausses.

Face à cette course incessante des prix les travailleurs, s'ils ne veulent pas voir se dégrader brutalement leur pouvoir d'achat et donc leur existence même, doivent imposer aux patrons l'échelle mobile des salaires. C'est la seule façon pour eux de ne pas être les premières victimes de la politique de profit des capitalistes soutenus par le gouvernement.

Martinique :

SITUATION DES MARINS-PECHEURS

EN Martinique, la pêche occupe une place très importante dans la vie économique. C'est quasiment de cette seule activité que vivent une bonne partie des habitants de nombreuses communes de l'île (Robert, François, Vauclin). Or, la situation des pêcheurs, déjà bien précaire ne cesse de se dégrader, non seulement à cause de la faible rentabilité des méthodes artisanales employées, mais encore à cause de la brutale augmentation des charges décidée par le gouvernement et ajoutés à cela les multiples dépenses occasionnées par le matériel d'équipement nécessaire et le carburant qui a subi plusieurs augmentations au cours de l'année.

DES METHODES ARTISANALES ET DANGEREUSES

La pêche est pratiquée dans de fragiles embarcations qui n'offrent aucune sécurité véritable aux marins-pêcheurs. La moindre panne technique, ou de mauvaises conditions atmosphériques créent facilement la catastrophe. Les naufrages, les disparitions en mer qui font les gros titres de **France-Antilles** sont monnaie courante, d'autant plus que les autorités mettent beaucoup moins d'empressement et de dévouement pour se lancer à la recherche de pêcheurs dont la disparition en mer aurait été signalée que pour un bateau de plaisance de riches touristes.

Les techniques de pêche essentiellement pratiquées sont la pêche à la nasse ou celle au filet. Ces méthodes restent archaïques, d'où une certaine médiocrité de rendement.

LES CHARGES FISCALES

Pour exercer la profession, il faut être inscrit au ministère de la Marine et par conséquent payer un impôt : le Role qui coûte aux environs de 4 000 F par an. En plus, les marins-pêcheurs paient à la Sécurité sociale des cotisations fort élevées. Ils ont eu cette année la désagréable surprise d'apprendre que le prix des cotisations avait triplé. Il est passé de 120,00 F à 303,00 F par trimestre, ceci pour la 3e catégorie, tandis que la 4e catégorie, c'est-à-dire ceux qui exercent la profession depuis plus de douze ans paient 366,00 F

Si cette augmentation permet aux marins-pêcheurs martiniquais d'être à égalité de charges avec ceux de France, par contre sur le plan des avantages sociaux les pêcheurs martiniquais sont nettement désavantagés par rapport à leurs homologues français. Les allocations familiales perçues par un pêcheur martiniquais sont moins élevées que celles perçues par un français ; d'autre part, les pêcheurs français bénéficient de congés payés ce qui n'en est pas le cas pour les martiniquais.

Tout cela fait que les marins-pêcheurs éprouvent des difficultés croissantes à exercer leur métier et pour pallier, dans une certaine mesure, à ces difficultés, ils se sont groupés en coopérative dans certaines communes.

LES COOPERATIVES

Pour être membre d'une coopérative, il faut payer une cotisation qui n'est d'ailleurs pas trop élevée. L'appartenance à une telle association offre certains avantages. En effet, les difficultés qu'ils rencontrent auprès des banques pour l'obtention de crédit leur posent de gros problèmes pour l'achat de leur matériel de pêche très coûteux. C'est la coopérative qui prend à sa charge l'achat de ce matériel avec pour le marin-pêcheur des possibilités de remboursement. Mais il faut cependant souligner les limites de ces coopératives car les marins-pêcheurs n'en continuent pas moins d'être des éternels endettés. C'est pourquoi il n'est pas étonnant de constater une diminution permanente du nombre de marins-pêcheurs professionnels.

UNE ECOLE DE PECHE

D'autre part, il existe une Ecole de pêche et d'apprentissage maritime à Trinité. Mais le propre de cette école, c'est de fabriquer des futurs émigrés, car il n'y a aucune chance pour les jeunes diplômés de trouver du travail sur place. Lors de la remise des diplômes à la fin de l'année scolaire le directeur les a exhortés à avoir de « l'audace », et pour cela à chercher à s'embarquer sur un bateau hors de la Martinique.

Voilà donc à quoi sert l'école à la Martinique, former des diplômés qui, s'ils ne veulent pas être réduits au chômage dans leur pays, devront le quitter.

VERS UNE AUGMENTATION DU PRIX DU POISSON ?

Dans le premier numéro du journal d'information de la CGTM, « Le Peuple », ce syndicat réclame une augmentation du prix du poisson. Pour nous, révolutioonnaires, cela n'est pas une bonne solution car ce sont les travailleurs essentiellement qui vont supporter cette augmentation. Le rôle d'un syndicat ouvrier consiste à élever le niveau de conscience des travailleurs, or la revendication de l'augmentation du prix du poisson évite aux travajlleurs de s'attaquer aux véritables problèmes, c'est-à-dire engager une lutte farouche pour la diminution des impôts et des cotisations sociales. Cela n'est pas une utopie. D'ailleurs, lors d'une assemblée générale des marins-pêcheurs qui s'est tenue à la maison des syndicats pendant la période des grèves d'avril-mai, ceux-ci avaient exprimé leur volonté d'engager la lutte pour une telle revendication. Comme modalité d'action, certains avaient même proposé de bloquer le port avec leur embarcation. Mais les dirigeants de la CGTM ne sont pas partisans de la lutte à moins que les travailleurs ne les y obligent.

SOUFRIÈRE : LE MÉPRIS DE L'ADMINISTRATION COLONIALE

Le préfet : " ...J'ai toujours dit la vérité " !

« Depuis le début de la crise, j'ai toujours dit la vérité. Les techniciens aussi. En conséquence nous sommes à même de penser qu'il ne faut pas laisser Basse-Terre dans le sommeil. Certes, il faut maintenir la préalerte qui permet de suivre pleinement l'évolution de la situation. Mais également, je suis amené aujourd'hui à demander l'accélération de la reprise de l'activité » (16 juillet).

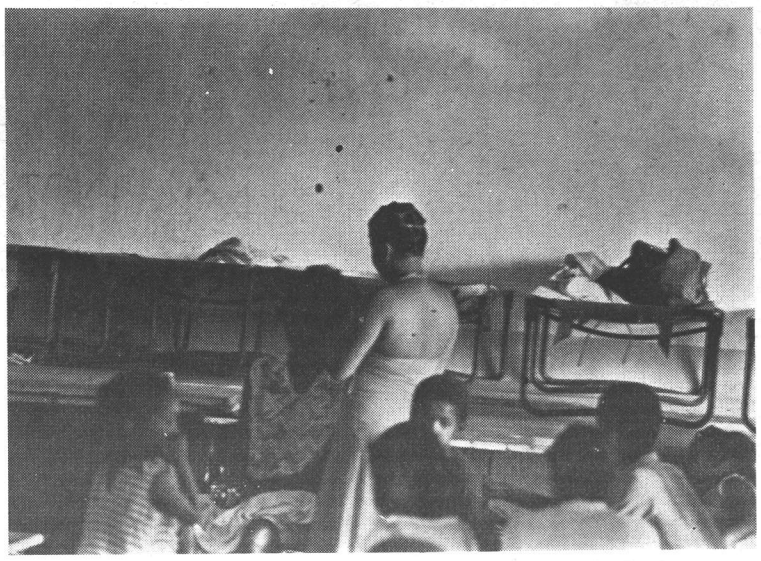
Cette déclaration du préfet Aurousseau est significative à plus d'un titre. D'abord, du cynisme de cette administration coloniale qui après avoir affirmé que tout était mis en œuvre pour assurer la sécurité de la population, a dû déclarer après le 8 juillet : « nous allons faire venir d'urgence le matériel » : il n'était donc pas là!... Mais qu'à cela ne tienne : « J'ai toujours dit la vérité »...

La vérité, c'est que depuis des années l'administration coloniale sait que le matériel dont elle dispose est largement insuffisant. Que cette insuffisance peut coûter la vie à des dizaines de milliers de personnes. Mais une telle dépense ne rapporte rien , ça n'est pas « rentable », pour ces messieurs. Tandis que la télévision en couleurs, les subventions aux complexes touristiques, la construction d'une résidence préfectorale : voilà qui ne saurait attendre.

Mais autant la préfecture ne s'est guère pressée pour acquérir le matériel, autant, après le 8 juillet, « notre » préfet a déployé des trésors d'activité pour faire rentrer les gens chez eux. Deux jours après l'ouverture de la faille, il demande déjà aux travailleurs de Basse-Terre et des autres communes du littoral de revenir « à leur poste de travail », alors même que l'évolution du volcan reste très incertaine. Il a quand même fallu, bon gré mal gré, s'occuper des réfugiés dans les centres d'hébergement, tout en laissant les communes et la population solidaire faire le gros du travail.

Mais dès que Tazieff a pu faire un pronostic, alors là, plus question de laisser les centres ouverts: diffusés plusieurs fois par jour, les appels du préfet invitaient les gens à reprendre le travail, quelles que puissent être leurs inquiétudes. Plus de lits, plus de vivres dans les centres, des transports en commun pour ramener les gens : l'affaire fut rondement menée. Le motif : « c'est dépenser inutilement les deniers de l'Etat ».

Car l'argent des impôts, payés par les travailleurs, n'est pas fait pour les secourir : pour l'administration, « les deniers de l'Etat » ont bien meilleur usage : subventionner les capitalistes, et entretenir leurs chiens de garde et valets : gendarmes, CRS, et autres hauts fonctionnaires.



LES TRAVAILLEURS DOIVENT ETRE PAYES POUR LES JOURNEES PERDUES

Les premières manifestations de la Soufrière ont entrainé une véritable désorganisation de la vie économique de la région. De nombreux magasins durent fermer, des pharmaciens quittèrent la région, les autres secteurs également cessèrent toutes activités, privant momentanément de nombreux travailleurs de leur emploi et du même coup de leur salaire.

Si les différents ministres et autres représentants de l'administration se sont empressés d'annoncer des mesures visant à poursuivre le développement de la région de Basse-Terre, entendons par là à assurer aux capitalistes le maintien de leur taux de profit, personne en revanche n'a soufflé mot du paiement des journées perdues par les travailleurs.

Or précisément s'il y a des gens qui ont souffert, matériellement des remous de la Soufrière ce sont bien les travailleurs. Contraints de quitter leur lieu d'habitation et leur travail, ils ont eu de surcroît à faire face à des dépenses supplémentaires.

Il n'y a pas de raison qu'ils soient privés de leur salaire, leur seule ressource, pour ces journées de chômage forcé. Si les patrons déclarent ne pas pouvoir les payer,et à coup sûr ils le feront, les travailleurs ne doivent en aucune façon se laisser prendre à ces arguments. Les capitalistes recevront à coup sûr des subventions et des aides de toutes sortes de l'administration qui déjà en temps normal se montre fort généreuse à l'égard des riches. Ils n'ont qu'à prendre sur ces subventions pour indemniser leurs salariés. Seulement ils n'accepteront d'agir ainsi que si les travailleurs eux-mêmes les contraignant à le faire. A ceux-ci d'utiliser les moyens qu'il faut pour se faire payer.

échos

L'ACCUEIL DES RÉFUGIÉS

Sainte-Anne :

Une certain nombre de lits manquaient, ce qui rendait peu confortable le séjour pour une partie des réfugiés. Mais c'est surtout au niveau de la nourriture que les conditions d'accueil laissaient à désirer : 1/2 louche de chocolat le matin, de la macédoine tous les midis ou presque, et pas de goûter pour les enfants.

Petit-Canal :

Le problème essentiel était celui du couchage. L'insuffisance des lits et matelas fit qu'un certain nombre de personnes dont des enfants dormirent quasiment à même le sol.

Sainte-Rose :

La nourriture était, dans l'ensemble, satisfaisante, car en plus des 5,50 F accordés par personne et par jour, la municipalité de Basse-Terre envoya des provisions. Mais pour le reste il fallut aux réfugiés se débrouiller, car ils furent pour ainsi dire livrés à eux-mêmes. Le conseil réunissant municipalité, médecins, administration, se réunit... le lundi après-midi. Mais si pour venir les gens avaient dû se transporter eux-mêmes, il se trouva trois transports en commun municipaux pour les ramener vers Basse-Terre, qu'ils en aient envie ou non.

Liban : *UN GÉNOCIDE APPROUVÉ PAR TOUS*

La trève, la dernière en date n'aura donc duré qu'une heure. L'extrême-droite décidée à en finir claironne, « la capitulation du camp adverse » ou « la guerre tottale » (comprenez l'extermination totale).

Les combats font de nouveau rage. Le bombardement du camp palestinien est plus intense que jamais. Aujourd'hui même dans le camp assiégé de Tall-El-Zaatar, cinq cents personnes, à la suite de l'effondrement d'un immeuble se retrouvent bloquées dans un abri. Les secours étant impossibles, il y a fort à parier que leur nombre viendra s'ajouter aux milliers de victimes et morts que compte déjà cette guerre. Le camp de Tall-El-Zaatar qui résiste depuis près de 35 jours, est peut-être lui-même prêt à succomber et ses occupants risquent d'être massacrés jusqu'aux derniers.

Mais le plus révoltant c'est qu'autour de ce drame règne le silence le plus total. Pourtant il n'y a pas trois mois la presse « bien pensante », s'inquiétait, plaignait les libanais, déplorait par avance une éventuelle partition et appelait à la trève et la concorde nationale. L'impérialisme de donner de la voix et ses sous-fifres menaçaient d'envoyer des troupes pour rétablir l'ordre. C'est qu'en ce temps là, la gauche libanaise, forte du soutien populaire avait l'avantage.

Depuis il y a eu l'intervention des troupes syriennes commanditées par l'impérialisme et bénéficiant de la bénédiction d'Israël et de la complicité des régimes arabes, intervention qui se fit aux côtés de la droite libanaise.

Fini donc les apitoiements et la larme hypocrites. Tous les « bien pensants » exultent avec gêne certes, mais quel soulagement... L'ordre est en passe d'être rétabli au Liban !

Même si cet ordre doit passer par le massacre de tout un peuple, le peuple palestinien.

Bien sûr cela faisait bien longtemps qu'il les gênait, ce peuple qui ose se dresser pour défendre son droit à l'existence. Ne constitue-t-il pas un obstacle à la resolution de la question du Moyen-Orient. Et puis sa détermination, sa mobilisation, n'était-ce pas un encouragement pour tous les peuples, pour tous les opprimés de la région ?

Alors, puisqu'il gêne, on le massacre, en espérant que cela servira d'exemple, en espérant que tous les pauvres, tous les opprimés en prendront de la graine et courberont à nouveau l'échine.

Peut-être, mais cela ne saurait durer éternellement et c'est de tous ces crimes que l'impérialisme, que les capitalistes, que les bourgeois de tous poils, de toutes les couleurs, de toutes les confessions, auront un jour à rendre compte. Les opprimés de tous les pays sauront s'en souvenir.

Les Jeux Olympiques Un reflet de ce qu'est la société capitaliste

● Les jeux olympiques se déroulent en l'absence de la plupart des pays africains. Ceux-ci ont en effet, refusé de participer à des compétitions côte à côte avec la Nouvelle-Zélande qui continue à entretenir les meilleures relations sportives (entre autres) avec les régimes racistes de l'Afrique du Sud.

Nombreux sont alors ceux qui se lamentent sur la disparition du soit-disant « esprit olympique » et sur la victoire de la « politique » sur le sport.

Mais à y regarder de plus près, est-ce que ce sont vraiment les coureurs noirs américains qui, en levant le poing dans le stade olympique, ont politisé les jeux de 1968 ?

Eest-ce que ce sont les palestiniens qui ont politisé les jeux de 1972, en prenant en otage une quinzaine d'athlètes, dont onze israëliens. Attentat qui s'est terminé, par la volonté des Etats allemands et israëliens, par le carnage que l'on sait ?

Non, en fait ! Toutes ces actions, manifestations, déclarations n'ont pas introduit de l'extérieur la Politique dans les Jeux Olympiques !

Ces jeux sont, par leur nature même, fondés sur le nationalisme, sur le chauvinisme le plus exacerbé. Et il ne saurait en être autrement, parce que nous sommes dans une société capitaliste, c'est-à-dire un système social qui ne peut survivre qu'en créant et en attisant au maximum des antagonismes de races, de nationalités, de croyances et ceci dans tous les domaines.

Djibouti : le sale travail du colonialisme

14 morts, plus de cinquante blessés, tel est le bilan des affrontements qui ont eu lieu à Djibouti dans la nuit du vendredi 9 au samedi 10 juillet dernier.

Ces affrontements opposaient des partisans d'Ali Aref et des membres de l'Union Nationale pour l'Indépendance, parti gouvernemental formé presqu'exclusivement d'Afars, et d'autre part, des militants de la Ligue Populaire Africaine pour l'Indépendance (LPAI) principal parti d'opposition appuyé par les Issas.

Le sang a de nouveau coulé entre deux ethnies : le colonialisme français en porte l'écrasante responsabilité.

Tout en opprimant et les Afars et les Issas, l'Etat français a systématiquement accordé les meilleurs postes à des Afars. Il en faisait en quelque sorte des privilégiés par rapport aux Issas numériquement majoritaires.

C'est le même sale travail qu'a effectué le colonialisme anglais avec les Ibos (devenus par la suite les Biafrais) au Nigéria. C'est le fameux « diviser pour mieux régner » de tous les colonialistes dans toutes les colonies.

Ali Aref a ainsi été durant des années à la fois le représentant des Afars les plus riches, et le fantoche de l'Etat français au nom duquel il exerçait le rôle de gendarme sur tous les opprimés de Djibouti.

Or depuis plusieurs mois, l'Etat français a décidé de se retirer de Djibouti auquel il n'accorde plus le même intérêt financier et stratégique que par le passé.

Mais il voudrait maintenir son influence sur Djibouti devenu indépendant.

Comme Ali Aref est tellement déconsidéré et haï par la population qu'il risque fort de sauter dès le départ des Français, l'impérialisme français a préféré prendre les devants, évincer lui-même Ali Aref et se réconcilier avec les dirigeants de la LPAI. Ces derniers se sont prêtés de bonne grâce à la manœuvre : ils ne valent pas mieux qu'Ali Aref.

Du même coup, toute la minorité afar, abandonnée du jour au lendemain par ses « protecteurs » français, craint des représailles de la part des Issas. L'approche de cette échéance accroît la tension et le nombre des affrontements graves à Djibouti.

Si demain les oppositions entre communautés ethniques d'un Djibouti indépendant, conduisent à des affrontements répétés, l'impérialisme s'en lavera les mains, les ignobles hypocrites ! C'est l'impérialisme qui est responsable du sang versé ! C'est lui qui a fait de Djibouti un véritable baril de poudre ! Et celà pour toute une partie de l'Afrique, en faisant de Djijbouti une pomme de discorde entre l'Ethiopie dont Djibouti constitue le débouché portuaire et la Somalie dont Djibouti constitue le prolongement du point de vue de sa population.

France : Ponia appelle à la chasse aux immigrés

Poniatowski, ministre de l'intérieur a décidé de vider le métro parisien des délinquants qui y rôdent. Et dans la circulaire rédigée par lui à cet effet il désigne à sa police les coupables. Pour lui, tous ceux qui ont le teint basané et tous ceux qui ont la peau noire sont des suspects en puissance et devront le cas échéant être expulsés.

Profitant donc du mécontentement des agents de la RATP devant l'augmentation des agressions dont ils sont victimes, Poniatowski déclenche une campagne raciste. Sa police a les mains libres pour expulser immédiatement tout étranger. Cete sale besogne, la police déjà gangrénée par le racisme n'aura pas de mal à l'accomplir. Mais elle bénéficiera aussi du soutien des racistes en tous genres trop heureux de l'occasion qui leur est donnée.

Cete mesure, c'est aussi et surtout la porte ouvere à toutes les tracasseries, les vexations racistes contre les travailleurs immigrés. Les travailleurs antillais ne sont pas couverts par la nationalité française que leur a octroyé le colonialisme. Si une expulsion est plus difficile à envisager dans leur cas, il reste néanmoins qu'ils ne sont nullement à l'abri des tracasseries racistes de la police, nullement protégés contre les passages à tabac dans les postes de police.

En tant que travailleurs, ils doivent se mobiliser pour mettre en échec cette mesure crapuleuse et affirmer leur solidarité avec leurs frères immigrés.

Antilles : *Baisse du prix de la banane : elle est jetée ou donnée... au bétail*

100 tonnes de bananes en provenance de la Guadeloupe ont été jetées à la décharge publique et récupérées par les éleveurs de Normandie pour nourrir leur bétail. 3000 tonnes de bananes ont dû subir le même sort dès l'arrivée à Rouen du bateau qui les transportait.

Cependant, qu'on se rassure ! Les capitalistes ont déjà réclamé 2 milliards d'anciens francs pour compenser leurs pertes. Et l'Etat qui est au service de ces messieurs Fabre, Lignières et autres ne se fera pas prier pour leur accorder le cadeau qu'ils réclament.

Mais comment en est-on arrivé à cette situation ? Tout simplement parce que la consommation de bananes a diminué en France à cause, paraît-il, de la vague de chaleurs et le prix de ce fruit a baissé. Les exportateurs antillais préfèrent encore jeter ces bananes plutôt que de les vendre à bas prix. Telle est la loi du profit : pour les capitalistes il vaut mieux détruire les marchandises que les vendre avec un bénéfice réduit.

Après avoir pleuré pendant des années sur l'insuffisance de leur production due soit-disant à la sécheresse aux Antilles, les capitalistes de la banane se plaignent d'un excédent et d'une mévente de cette même production, causée cette fois-ci par la sécheresse en France. Mais dans un cas comme dans l'autre ces messieurs ne perdent rien car le gouvernement est de toute façon prêt à leur venir en aide. Leurs cris et gémissements n'ont pour but que de donner un semblant de justification à l'octroi généreux de ces subventions qui leur sont accordées pour compenser leur manque à gagner. Et pendant que les bananes sont jetées au bétail, on continue à importer des fruits et légumes produits en France parce que les meilleures terres des Antilles sont consacrées justement à la culture de ces mêmes bananes.

Le festival culturel de Fort-de-France : une manifestation anticolonialiste

LE V° Festival Culturel organisé par la municipalité « progressiste » de Fort-de-France a rassemblé cette année encore de nombreux especctacles de qualité, essentiellement des pièces de théâtre présentées par de jeunes troupes d'acteurs antillais sur la vie ou l'histoire des Antilles, ou de façon plus générale sur les thèmes de la négritude, du racisme, de l'oppression... Des artistes, peintres, danseurs, musiciens ont également participé à ce festival, et plusieurs séries de films politiques ont été présentées, notamment sur le Chili, les travailleurs immigrés en France, les Palestiniens, la Chine, etc... Dans l'éventail large des pièces et des films présentés, il y en avait évidemment de valeur inégale, voire de discutable sur le plan du contenu comme de la forme. Mais le caractère nettement anticolonialiste de la plupart de ces manifestations, d'ailleurs affirmé bien haut par leurs auteurs ou acteurs les rendait particulièrement dignes d'intérêt.

Il faut noter toutefois que, maigré le prix relativement modeste des spectacles (10 F, et la plupart des films étaient gratuits) le public qui y a assisté était un public bien particulier, essentiellement composé d'intellectuels. Si on peut déplorer un tel fait, il faut cependant bien voir qu'il n'est que le reflet de ce qu'est la société capitaliste : une société dans laquelle la culture est réservée à une petite minorité, tandis que le plus grand nombre, la classe des travailleurs, n'y a pas accès. A ce niveau même ce n'est pas une question de prix des places, mais un problème plus vaste qui met en cause tout le système de l'éducation et de l'école et se résume en fait à la place qui est réservée dans la société bourgeoise à la classe ouvrière : tout en bas de l'échelle sociale. Car pour mieux l'exploiter et l'opprimer, la bourgeoisie lui a interdit tout possibilité d'accéder à la culture.

COMBAT OUVRIER

Directeur de publication :
Marie-Eugène ZOZOR

Adresser
toute correspondance :

ANTILLES :
Gérard BEAUJOUR
BP 214
97110 POINTE-A-PITRE
(GUADELOUPE)

ou BP 386
97204 FORT-DE-FRANCE
(MARTINIQUE)

FRANCE :
Combat Ouvrier - BP 80
93302 AUBERVILLIERS
Cédex

Impression
Graphie-Presses
Epinay-sur-Seine

Commission paritaire
N° 51-728

TARIF DES ABONNEMENTS

FRANCE :
— ordinaires 1 an : 12 F.
— sous pli fermé 1 an : 15 F.

ANTILLES :
— sous pli fermé 1 an : 15 F.

ETRANGER : écrire au journal.

Tous versements de fonds, abonnements et soutiens doivent être faits à :

Jocelyn BIBRAC
CCP 32 506-71 La Source